

UDC 930.85(4-12)

YU ISSN 0350-7653

SERBIAN ACADEMY OF SCIENCES AND ARTS  
INSTITUTE FOR BALKAN STUDIES

# BALCANICA

## XXXVIII

ANNUAL OF THE INSTITUTE FOR BALKAN STUDIES

Editor

DUŠAN T. BATAKOVIĆ

Editorial Board

FRANCIS CONTE (Paris), DIMITRIJE DJORDJEVIĆ (Santa Barbara),  
DJORDJE S. KOSTIĆ, LJUBOMIR MAKSIMOVIĆ, DANICA POPOVIĆ,  
BILJANA SIKIMIĆ, ANTHONY-EMIL TACHIAOS (Thessaloniki),  
SVETLANA M. TOLSTAJA (Moscow), GABRIELLA SCHUBERT (Jena),  
NIKOLA TASIĆ (Director of the Institute for Balkan Studies)

BELGRADE  
2008



Vojislav Pavlović

### **La troisième guerre balkanique**

#### **La France et les tentatives des Alliés de créer une nouvelle alliance balkanique 1914-1915**

Après un an de paix seulement, la Serbie se trouva de nouveau en guerre dès la fin juillet 1914. La Serbie et sa classe politique ne voulaient pas cette guerre. Depuis le coup d'État de 1903, les Radicaux souhaitaient insérer leur conflit avec la Double Monarchie dans un cadre européen. Néanmoins, la conflagration européenne arriva trop vite. Les fruits des victoires dans les Guerres balkaniques ne pouvaient pas être consolidés en l'espace d'un an. Le pays était militairement et économiquement épuisé. Or, cette nouvelle guerre dans les Balkans, pendant au moins un an, eut toutes les caractéristiques d'une troisième guerre balkanique. D'autre part, l'Autriche-Hongrie une fois engagée dans la guerre, perdit son rôle d'arbitre des Balkans. Ses provinces méridionales devinrent l'objet d'âpres marchandages lors des projets sur le vaste remaniement des frontières dans les Balkans. Toutes les nations balkaniques et de l'Europe de Sud-Est virent dans la guerre mondiale la chance d'achever leur intégration nationale, commencée lors des guerres balkaniques.

Les Alliés, bien malgré eux devinrent les arbitres de ces luttes politiques et militaires entre pays balkaniques sur fond de guerre mondiale. Les conséquences de toutes les crises ayant secoué les Balkans, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, la crise du chemin de fer de Novi Pazar, la question du débouché serbe sur l'Adriatique, la défaite bulgare lors de la Deuxième guerre balkanique, apparurent de nouveau. Dans les capitales balkaniques, ainsi que dans celles des Alliés, la même génération d'hommes d'États se pencha de nouveau sur les cartes des Balkans. Une continuité dans les analyses et dans les solutions proposées fut évidente, avec une seule différence mais de taille : on songe désormais au dépeçage partiel de la Double Monarchie.

La Serbie était au centre de tous les projets de réorganisation des Balkans. Elle était à la fois la victime de l'agression austro-hongroise, mais aussi la cause de l'engagement des Alliés dans la guerre. Son statut d'agressée réserve un accueil plus favorable dans les capitales Alliées à ses revendications territoriales envers la Double Monarchie. Or, ses alliés et protecteurs se croient, en revanche, en mesure de lui demander aussi des sacrifices territoriaux dans l'intérêt général. En tant qu'agressée, elle ne peut pas, à l'instar de ses alliés balkaniques d'autrefois, marchander son adhésion à un camp ou à un autre. Néanmoins, son programme yougoslave, jusqu'alors timidement esquissé à cause de la menace austro-hongroise, peut-être formulé lors des négociations entre les Alliés et ses anciens alliés balkaniques.

1. *L'initiative russe de faire rentrer en guerre la Bulgarie et l'Italie*

Malgré son déclenchement dans les Balkans, la guerre y reste limitée au conflit de la Serbie et du Monténégro avec l'Autriche-Hongrie. Les alliés balkaniques de la Serbie, tels la Grèce, gardent leur neutralité, tandis que la Roumanie, membre de la Triple, décide elle aussi de rester étrangère au conflit. Cependant, la réaction de la Bulgarie, la grande perdante des guerres balkaniques, préoccupe les diplomates alliés. Sergeï Sazonov, le ministre russe des Affaires étrangères, est inquiet de la possibilité qu'elle puisse profiter de la nouvelle situation pour prendre sa revanche sur la Serbie. Dès le déclenchement de la guerre, le 3 août 1914, il invite le président du conseil bulgare, Vasil Radoslavov, à se ranger du côté des Alliés. De plus, il le met en garde contre tout acte hostile envers la Serbie, le déclarant comme un *casus belli* pour la Russie. L'absence de réponse l'oblige le 9 août à sommer la Bulgarie de déclarer sa neutralité. Finalement, la Bulgarie ne déclare sa neutralité que le 12 août.<sup>1</sup>

Sazonov accompagne ses ouvertures à Sofia par des promesses de compensations territoriales non spécifiées. L'idée d'inciter la Bulgarie à se joindre aux Alliés, en lui faisant miroiter la possibilité d'obtenir des gains territoriaux, est à la base de la stratégie de Sazonov, dont l'objectif est de reconstruire l'alliance balkanique en y associant l'Italie. L'idée d'ouvrir de nouveaux fronts, voire de neutraliser complètement la Double Monarchie, obtient immédiatement l'accord des gouvernements français et britannique. Cette stratégie concerne en premier lieu la Serbie, car Sazonov a l'intention de faire des promesses de gains territoriaux à la Bulgarie et à l'Italie aux dépens soit de la Serbie, soit des provinces yougoslaves de l'Autriche-Hongrie.

<sup>1</sup> Albert Pingaud, *Histoire diplomatique de la France pendant la Grande Guerre* (Paris 1938), vol. I, 39-42.

Sazonov indique le 5 août à Pašić quelles seraient les concessions territoriales indispensables à offrir à la Bulgarie. Il exige que la Serbie prenne l'obligation de céder après la guerre à son voisin le territoire dit « incontestable », selon l'accord serbo-bulgare du 13 mars 1912. Il s'agit de la Macédoine à l'est de Vardar avec les villes de Štip et Kočani. C'est en effet le prix de la neutralité bulgare. Au cas où la Bulgarie rejoindrait le camp allié, la Serbie devrait lui céder immédiatement la zone « incontestable ». Dans ce cas, la Bulgarie obtiendrait aussi, à la fin des hostilités, la zone « contestée » décrite dans le même accord. Il s'agit de la partie orientale de la Macédoine occidentale laissant à la Bulgarie les villes de Prilep, Monastir et Prespa. En contre partie, Sazonov promet à la Serbie des gains non spécifiés.<sup>2</sup>

Fort du soutien apporté à la Serbie, Sazonov se croit en mesure de reprendre le rôle d'arbitre accordé au tsar russe dans l'accord serbo-bulgare de 1912. Or, il sous-estime à nouveau, comme en 1913 à propos de la Bulgarie, l'importance et la force des intérêts nationaux dans les Balkans. Même sa nouvelle mise en garde envoyée le 12 août à Pašić, contre les rêves d'une Grande Serbie, reste sans effet. Il ne se prive pas cette fois de menacer Pašić avec les prétentions italiennes sur les territoires convoités par la Serbie, pour l'inciter à faire des concessions à la Bulgarie.<sup>3</sup> Or, l'offensive austro-hongroise commencée le jour même, se solde une semaine après par une défaite totale et par l'évacuation du territoire serbe. Largement rassuré par la victoire, Pašić refuse toute idée de compensations territoriales à la Bulgarie.<sup>4</sup>

La stratégie de Sazonov s'élargit lorsqu'il apprend que le président du Conseil grec met les ressources de son pays à la disposition des Alliés. Le ministre des Affaires étrangères britannique, sir Edward Grey, se saisit de cette proposition grecque pour suggérer la création d'une confédération balkanique associant outre la Serbie, la Grèce, la Bulgarie et la Roumanie et orientée contre la Turquie.<sup>5</sup> La perspective de voir les armées bulgares marcher sur Constantinople ne réjouit pas Sazonov. Le contrôle sur les Détroits était un des buts de guerre russe. C'est pourquoi il relance son projet bulgare en y associant la Grèce. Cette dernière mouture de son projet prévoit de demander à la Serbie et à la Grèce de faire des sacrifices territoriaux pour

---

<sup>2</sup> Sazonov à Strandman (envoyé russe à Niš), Petrograd, le 5 août 1914, Ante Mandić, *Fragments za istoriju jugoslovenskog ujedinjenja* [Les fragments pour l'histoire de l'union yougoslave] (Zagreb 1956), 103.

<sup>3</sup> Sazonov à Strandman, Petrograd, le 12 août 1914, Mandić, *Fragments*, 104-105.

<sup>4</sup> Dragoslav Janković, *Srbija i jugoslovensko pitanje 1914-1915. godine* [La Serbie et la question yougoslave 1914-1915] (Belgrade 1973), 101.

<sup>5</sup> Doumerg à Paléologue, Paris, le 23 août 1914, Documents diplomatiques français (DDF) 1914 (3 août - 31 décembre), doc. 110.

persuader la Bulgarie de se joindre aux Alliés. Il sollicite, à cet effet, une action commune des Alliés à Belgrade et à Athènes.<sup>6</sup> Évidemment, conçue de telle façon, une alliance balkanique était impossible. Elefthérios Vénizelos, président du Conseil grec, ne tarde pas à expliquer à l'envoyé français à Athènes, Gabriel Deville, que la cession de Cavalla, prévue par Sazonov, est hors de question.<sup>7</sup>

Finalement, Sazonov veut une alliance balkanique orientée vers l'ouest, gardant sa réserve envers la Turquie. Il réussit donc à organiser, le 29 août, une démarche commune de trois envoyés alliés à Niš. Cette fois on demande à la Serbie de céder à la Bulgarie, au nom des sacrifices que les Alliés sont en train de subir pour préserver l'indépendance serbe, la Macédoine entière y compris la zone « contestée ». Dans cette note, Sazonov déclare que les concessions serbes « doivent être, à l'issue de la guerre, largement compensées par ailleurs ».<sup>8</sup>

Sazonov précise la teneur des compensations à concéder à la Serbie lors des négociations censées persuader l'Italie d'entrer en guerre au côté des Alliés. Dès le premier contact, le 5 août, avec l'ambassadeur italien le marquis Carlotti, Sazonov lui propose Trentino, Trieste et Valona, ainsi que la domination sur l'Adriatique, tout en prévoyant un débouché sur l'Adriatique pour la Serbie et pour la Grèce.<sup>9</sup> C'est donc une manière de satisfaire la vieille exigence serbe d'avoir un débouché sur la mer. La France approuve les propositions du ministre russe.<sup>10</sup> Lorsque, à la demande explicite de l'Italie, les négociations sont transférées à Londres, Sazonov tient à préciser ses pensées sur les compensations italiennes. Il en exclut la Dalmatie à cause de l'appartenance ethnique de sa population presque exclusivement slave.<sup>11</sup> Il ne provoque pas ainsi de protestations italiennes, car le ministre italien des Affaires étrangères, San Giuliano, le 11 août, exclut, lui aussi, la Dalmatie des territoires convoités.<sup>12</sup>

<sup>6</sup> Doumerg à Deville, Paris, le 25 août 1914, DDF, 1914 (3 août – 31 décembre), doc. 119.

<sup>7</sup> Deville à Doumerque, Athènes, le 26 août 1914, DDF, 1914 (3 août – 31 décembre), doc. 126.

<sup>8</sup> Doumerg à Boppe, Paris, le 25 août 1914, DDF, 1914 (3 août – 31 décembre), doc. 120.

<sup>9</sup> Sazonov à Krupenski (ambassadeur à Rome), Petrograd, le 7 août 1914, Mandić, *Fragments*, 104.

<sup>10</sup> Doumerg à Paléologue et à Paul Cambon, Paris, le 5 août 1914, DDF, 1914 (3 août – 31 décembre), doc. 20.

<sup>11</sup> Sazonov à Isvolsky, Petrograd, le 24 août 1914, cf. Mandić, *Fragments*, 105–106.

<sup>12</sup> Pietro Pastorelli, « Le relazioni tra l'Italia e la Serbia dal luglio 1914 all'ottobre 1915 », dans *Miscellanea in onore di Ruggero Moscati* (Naples 1985), 736–737.

Néanmoins, l'envoyé serbe à Rome, Ljubomir Mihajlović, entendant des rumeurs sur les négociations en cours entre l'Italie et les Alliés, apprend que le sort de la Dalmatie est discuté. Il informe Pašić, le 30 août, que l'Italie demande d'abord Trentino, Trieste et Valona, mais qu'elle cherche surtout à marchander son entrée en guerre. Même si dans l'immédiat la Dalmatie et les autres territoires yougoslaves ne sont pas mentionnés, il s'attend qu'elle puisse être l'objet des discussions. Lorsque le député nationaliste, Piero Foscari publie, en septembre, dans le *Giornale d'Italia*, l'article « Sauvez la Dalmatie », les craintes serbes sur les revendications italiennes en Dalmatie sont confirmées.<sup>13</sup>

Avant de répondre à la note alliée du 29 août, Pašić connaît donc l'étendue des revendications territoriales de la Bulgarie et de l'Italie. Or, il suppose que leurs vrais objectifs dépassent largement les indications dont il dispose. En effet, dès le début de la guerre, les Puissances centrales ont promis à la Bulgarie, la Macédoine, la partie orientale de la Serbie avec les villes de Pirot et Niš, et le port de Salonique. On retrouve là les vieux projets austro-hongrois sur le partage de la Serbie du temps des Guerres balkaniques. Les Alliés ne peuvent pas proposer une récompense semblable.<sup>14</sup> Le gouvernement bulgare permet donc le transit du matériel militaire austro-allemand destiné à la Turquie, alors que les mêmes facilités sont refusées à la Serbie. Dès le mois d'août des bandes bulgares apparaissent en Macédoine, menaçant la voie ferrée Belgrade–Niš–Skopje–Salonique, seule connexion entre la Serbie et les Alliés, mais aussi entre les Alliés et la Russie. On croit alors aussi bien à Belgrade qu'à Petrograd<sup>15</sup> que seule la peur d'entrer en guerre contre la Russie retient la Bulgarie de se ranger de côté des Puissances centrales.

Quant à l'Italie, les négociations avec elle s'arrêtent à la demande de sir Edward Grey. Il prend acte, fin août, de la volonté italienne de s'engager seulement dans des pourparlers officiels. Il conclut qu'il faut se contenter, dans l'immédiat, de la neutralité italienne. Néanmoins, la diplomatie italienne continue à dessiner les contours de ses revendications. Dans cette perspective, sa décision de renoncer à la Dalmatie ne s'avère que temporaire. Lorsque San Giuliano se rend compte des prétentions serbes sur la Dalmatie, il réagit. Il déclare ne pas vouloir échanger une menace austro-hongroise dans l'Adriatique contre une nouvelle, cette fois slave. Donc, il exige le 22 septembre de savoir la vraie teneur des revendications serbes. Les échanges

<sup>13</sup> Janković, *Srbija i jugoslovensko pitanje*, 105.

<sup>14</sup> Nikola Popović, *Srbija i Rusija 1914–1918* [La Serbie et la Russie 1914–1918] (Belgrade 1977), 142–145.

<sup>15</sup> Au début de la guerre le nom de la capitale russe, Saint-Petersbourg, fut changé à cause de connotations germaniques. Le nom russe Petrograd fut utilisé dorénavant.

entre l'envoyé italien, Squitti, et Pašić, donnent lieu à un redoublement des craintes des deux côtés de l'Adriatique. Squitti rapporte que la Serbie revendique l'union avec la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Dalmatie et la Slovénie.<sup>16</sup> Pašić, lui, conclut que l'Italie aspire à obtenir une bonne partie des côtes dalmate et albanaise, tandis que la Croatie et la Slovénie devraient être indépendantes.<sup>17</sup> Dans sa dernière analyse des conditions italiennes pour l'entrée en guerre, San Giuliano prévoit l'annexion de Trieste et de l'Istrie jusqu'à la baie de Quarnaro, ainsi que l'annexion des îles dalmates indispensables pour des raisons stratégiques. Selon lui, le sort de la Dalmatie dépend de l'issue de la guerre et de la nature de la participation italienne. Il prévoit donc au moins de demander des garanties pour les populations italiennes vivant dans des villes telles que Fiume et Zara, sinon l'annexion de la région.<sup>18</sup>

Même si le gouvernement serbe ne dispose pas des informations officielles sur la véritable étendue des revendications bulgares et italiennes, les indications dont il dispose confirment qu'un compromis territorial est impossible. Le gouvernement Pašić ne peut pas non plus notifier aux Alliés une réponse complètement négative à leur note du 29 août. C'est pourquoi, dans sa réponse du 4 septembre, Pašić accepte le principe de concessions territoriales à la Bulgarie mais selon les conditions suivantes : 1) si, dans le cas d'une attaque conjointe de la Roumanie et de la Turquie contre la Serbie, la Bulgarie lui vient en aide en entrant en guerre ; 2) au cas où, après une guerre victorieuse, les Alliés permettent à la Serbie d'obtenir les territoires serbo-croates avec la côte correspondante ; 3) la Serbie accepte de participer de nouveau à une alliance balkanique sous condition que tous les pays intéressés, dont notamment la Grèce, fassent des sacrifices à cet effet. Finalement Pašić souligne que toute cession du territoire national est du ressort exclusif de la *Skupština* (Assemblée nationale). Donc, dans l'immédiat il se déclare prêt à participer seulement à des négociations officieuses et secrètes sur d'éventuelles concessions à la Bulgarie.<sup>19</sup>

La teneur de la réponse serbe signifie l'échec, au moins temporaire, de l'initiative russe. Sir Edward Grey, refuse de faire davantage pression sur la Serbie et la Grèce. D'ailleurs cette alliance balkanique l'intéresse dans la mesure où elle est orientée contre la Turquie. Tant que cette dernière reste neutre, il est prêt à se contenter de la neutralité bulgare. Pour lui, une alliance balkanique deviendrait de nouveau d'actualité seulement au cas où la

<sup>16</sup> Pastorelli, « Le relazioni », 738.

<sup>17</sup> Pašić à Spalajković (envoyé serbe à Petrograd), Niš, le 3 octobre 1914, Mandić, *Fragments*, 108-109.

<sup>18</sup> Pastorelli, « Le relazioni », 738-739.

<sup>19</sup> Strandman à Sazonov, Niš, le 1 septembre 1914, Mandić, *Fragments*, 106-107.

Turquie entrerait en guerre.<sup>20</sup> Lorsque finalement les Alliés font leurs propositions à la Bulgarie en septembre, ils ne sont pas capables de les préciser. Qui plus est, ils les conditionnent aux avantages à accorder à la Serbie et à la Grèce.<sup>21</sup> Compte tenu de ce qui lui avait déjà été promis par les Puissances centrales, il n'est pas étonnant que la Bulgarie garde sa réserve.

Les pourparlers diplomatiques pendant le mois d'août démontrent à quel point les diplomaties alliées analysent la nouvelle situation selon des préceptes conçus lors des précédentes crises. D'un côté elles envisagent de rectifier le tort qu'elles estiment avoir été fait à la Bulgarie lors de la paix de Bucarest, et de l'autre elles proposent d'achever l'union nationale italienne. Pour ce faire, elles veulent orienter la Serbie vers l'ouest, en dehors de la Macédoine et vers l'Adriatique, comme cela avait été déjà prévu par l'accord serbo-bulgare de 1912. Or, le programme yougoslave du gouvernement serbe bouscule profondément ces vieux préceptes.

La note alliée du 29 août oblige le gouvernement serbe à définir ses buts de guerre. L'attitude de Sazonov renforce la conviction déjà largement répandue, que la Serbie devrait oeuvrer pour la création d'un État suffisamment fort pour se soustraire aux arbitrages des grandes puissances. Les compensations proposées par la Russie, aussi alléchantes qu'elles soient, supposent qu'elle garde le rôle d'arbitre qui est le sien depuis des siècles dans les Balkans. En conséquence, la Serbie serait réduite à une indépendance conditionnée ou surveillée. Or, l'idée directrice de la stratégie des Radicaux est, « Les Balkans aux peuples balkaniques ». Donc, les propositions russes cantonnant la Serbie dans le cadre balkanique tout en la soumettant à la dépendance du grand frère russe, se voient rejetées.

Il faut noter les différences dans les analyses de Sazonov d'un côté et de Pašić de l'autre. Le premier en août 1914 envisage, certes à l'insu du gouvernement serbe de lui accorder tous les territoires qu'elle convoitait jadis, c'est-à-dire la Bosnie-Herzégovine, la Dalmatie et la partie septentrionale de l'Albanie.<sup>22</sup> En revanche, Pašić s'est affranchie de cette perspective ex-

---

<sup>20</sup> Paul Cambon à Delcassé, Londres, le 1 septembre 1914, DDF, 1914 (3 août – 31 décembre), doc. 149.

<sup>21</sup> Delcassé à Paléologue, Paris, le 2 septembre 1914, DDF, 1914 (3 août – 31 décembre), doc. 155.

<sup>22</sup> La controverse sur les buts de guerre russe formulée par Sazonov en septembre, ses « Treize points » donc, porte sur le caractère de sa déclaration de septembre. Les négociations avec l'Italie et la Bulgarie prouvent qu'il avait déjà décidé de l'étendue des compensations à donner à la Serbie. D'ailleurs, par la suite il allait les confirmer officiellement au gouvernement serbe. En conséquence, sa déclaration dite « Les Treize points » décrivait fidèlement sa pensée et elle fut par la suite la base de la politique officielle russe. A ce sujet voir William A. Renzi, « Who composed 'Sazonov's Thirteen



clusivement serbe voire balkanique. Désormais, il privilégie une nouvelle vision de la position serbe sur l'échiquier européen. Selon lui, la Serbie est victime de l'agression austro-hongroise parce qu'elle cherche à s'opposer à la politique des sphères d'intérêts dans les Balkans. Depuis le coup d'État de 1903, la Serbie représente une barrière face à la progression germanique vers l'Est. La guerre, selon lui, devient ainsi un conflit entre le principe national, représenté par la volonté serbe de réunir tous les Yougoslaves au sein d'un État commun, et le souhait germanique de se créer une sphère d'intérêt dans les Balkans. Fondamentalement, il ne croit pas qu'il existe une possibilité de compromis entre les deux perspectives. Il estime que si la Bulgarie se range du côté austro-hongrois elle peut en tirer des avantages territoriaux, mais de courte durée, car la Double Monarchie ne tolérerait pas davantage une Grande Bulgarie qu'une Grande Serbie. En conséquence, la Serbie lutte aussi pour la liberté de tous les pays balkaniques.

Pašić croyait que la Serbie, avec une telle politique étrangère, avait une place de choix au sein du camp allié. Les Grands Alliés luttèrent contre le germanisme, et dans cet objectif ils aidèrent les petits pays comme la Serbie. Les intérêts serbes, donc, coïncidaient avec les intérêts des Alliés. En identifiant sans hésitation et sans réserve la Double Monarchie avec l'idée du pangermanisme, Pašić bouscule une des constantes de l'équilibre des forces en Europe. Malgré son alliance avec l'Allemagne, les diplomates alliés considéraient encore l'Autriche-Hongrie comme un contrepoids indispensable et à la Russie et à l'Allemagne en Europe Centrale. Selon Pašić, en se rangeant du côté de l'Allemagne, la Double Monarchie avait définitivement perdu son indépendance politique et sa place sur l'échiquier européen. Ainsi il voulait s'opposer à l'idée, toujours dominante dans le camp Allié, que l'équilibre des forces en Europe exigeait la survie de la Double Monarchie. En prônant sa destruction au nom du principe national, Pašić se fait l'avocat d'une réorganisation profonde de l'Europe centrale, remplaçant la Double Monarchie par une série d'États nationaux.

Afin que la menace germanique soit durablement écartée des Balkans il faut, d'après Pašić, créer un grand État yougoslave, seul capable de s'opposer à l'avancée du germanisme. De cette façon, il croit pouvoir incorporer le programme yougoslave dans les buts de guerres alliés tout en respectant le principe national. D'autre part, le futur État yougoslave deviendrait une puissance régionale, sinon européenne, avec ces 12 millions d'habitants.

---

Points? A re-examination of Russia's war aims », *The American Historical Review*, vol. 88, n° 2 (avril 1983).

Ainsi, il se soustrairait définitivement à la tutelle des Puissances, fussent-elles alliées comme la Russie.<sup>23</sup>

L'intérêt de l'union yougoslave, par rapport à une union plus étroite des Serbes, est que la première, selon Pašić, serait la seule capable de garantir une stabilité de la région. Fédérer tous les Yougoslaves au sein d'un État, signifie priver l'influence germanique de l'appui qu'elle pourrait trouver dans un État croato-slovène indépendant ou dans une solution trialiste au sein de la Double Monarchie. Ainsi, il n'y aurait pas non plus de concurrence entre plusieurs centres yougoslaves, tels que, par exemple, Belgrade ou Zagreb. Finalement, un État commun est, selon Pašić, mieux en mesure de protéger les intérêts de ses parties composantes que plusieurs petits États. Ainsi s'explique l'attachement de Pašić au programme yougoslave, et son refus de considérer toutes les solutions limitant l'union seulement aux Serbes.

Pašić fait connaître aux Alliés les buts de guerre serbes par la note circulaire serbe du 4 septembre. En guise de réponse implicite à la note alliée du 29 août, la Serbie déclare indispensable, pour la préservation de la paix, la création d'un État fort dans les Balkans. L'État en question devrait être la Serbie, unie avec la Bosnie-Herzégovine, la Voïvodine, la Dalmatie, la Croatie, l'Istrie et la Slovénie. La Bulgarie pourrait être liée par des liens fédéraux ou confédéraux avec cet État. L'État yougoslave serait le seul capable de garantir l'équilibre des forces dans l'Adriatique.<sup>24</sup>

## 2. *Le Pacte de Londres*

Les prémisses de ce nouvel État sont posées dans les moments les plus difficiles pour la Serbie lorsque sa propre existence était gravement compromise. L'entrée en guerre de la Turquie le 29 octobre et l'attaque austro-hongroise à la mi-novembre mirent la Serbie dans une position presque intenable. L'idée de créer un État yougoslave paraissait à ce moment saugrenue. Or elle est justement alors acceptée par la classe politique serbe. Elle est, finalement, la réaction aux pressions renouvelées des Alliés sur la Macédoine. Cette nouvelle orientation serbe reste pourtant largement ignorée par les Alliés. Concentrant tous leurs efforts afin de reconstruire l'alliance balkanique, ils évoquent simplement avec plus de précisions les concessions auxquelles la Serbie pouvait s'attendre du côté de l'Autriche-Hongrie.

---

<sup>23</sup> Andrej Mitrović, « Sučeljenje sa srednjoevropskim imperijalizmom » [La confrontation avec l'impérialisme centre européen], dans *Istorija srpskog naroda* VI/2 (Belgrade 1983), 40.

<sup>24</sup> La note circulaire de Pašić, Niš, le 4 septembre 1914, Archives de la Serbie, Belgrade (AS), DP, 1914, n° 4600.

Les Alliés réagirent aux difficultés serbes en concluant que désormais une action décisive dans les Balkans s'imposait. Confronté à l'intransigeance mutuelle des pays balkaniques, Delcassé estime, le 1<sup>er</sup> novembre 1914, les Alliés en mesure de faire des propositions à la Bulgarie, sans avoir obtenu au préalable l'accord des pays balkaniques. Il propose de promettre à la Bulgarie des concessions en Macédoine, et en Thrace la ligne Enos–Midia, au cas où elle garderait sa neutralité. Si la Bulgarie acceptait, Delcassé croyait possible de justifier cette attitude en faisant référence à la note serbe du 4 septembre. Pašić y avait exprimé son accord de principe aux concessions à la Bulgarie. Il y avait joint de nombreuses conditions, que Delcassé croyait pouvoir négliger. Ce dernier avança l'idée que les Alliés étaient en droit de le faire, car l'issue de la guerre, et même l'existence de pays comme la Serbie ou la Bulgarie, dépendaient exclusivement de leur aide.<sup>25</sup>

Avant qu'une déclaration dans ce sens ait pu être transmise à Sofia, commença l'offensive austro-hongroise en Serbie. La réussite de l'armée austro-hongroise augmenta en même temps les craintes des Alliés et les prétentions de la Bulgarie. Les Alliés, dont notamment la Russie, tentèrent de persuader la Roumanie de se ranger aux côtés de la Serbie pour empêcher la mise hors de combat de cette dernière. Pour le faire il fallait aussi s'assurer de la neutralité bulgare, et en conséquence les revendications bulgares gagnèrent en importance. Or il était clair que la Bulgarie exigeait au moins la cession immédiate des territoires qui lui avaient été accordés par l'accord serbo-bulgare de 1912. Les Alliés, à la demande de la Russie, ne purent se résoudre à demander une telle concession à la Serbie pendant qu'elle luttait pour son existence. En conséquence, dans la note remise le 24 novembre à Radoslavov, il ne fut question que « d'importants avantages territoriaux » pour la Bulgarie.<sup>26</sup>

Néanmoins, la Serbie est soumise à des pressions intenses de la part des Alliés. Qui plus est, lorsque la Serbie, après le commencement de l'offensive austro-hongroise, demande leur aide aux Alliés, leur réponse officielle se révèle aussi un moyen de pression. Paul Cambon explique à l'envoyé serbe à Londres que seule la Roumanie serait en mesure de fournir une aide efficace à la Serbie. Cependant, elle ne peut pas le faire à cause de la Bulgarie, dont le prix pour sa neutralité reste toujours la Macédoine.<sup>27</sup> De cette façon la Serbie est confrontée à ses responsabilités de manière directe.

<sup>25</sup> Delcassé à Paléologue, Paris, le 14 novembre 1914, DDF, 1914 (3 août – 31 décembre), doc. 532, p. 519.

<sup>26</sup> Pingaud, *Histoire diplomatique*, 191–198.

<sup>27</sup> Paul Cambon à Delcassé, Londres, le 16 novembre 1914, DDF, 1914 (3 août – 31 décembre), doc. 542.

D'intenses consultations ont donc lieu entre le gouvernement, les partis politiques et le haut commandement serbe. Pašić doit d'abord s'empres- ser de relever le moral de l'armée serbe sérieusement ébranlé par l'offensive ennemie, l'épuisement des troupes, et surtout par le manque de munitions. Lorsque la décision est prise de mener une guerre à outrance, Pašić peut se tourner vers la *Skupština*. Sa note du premier septembre est sévèrement cri- tiquée. Le marchandage avec le territoire national, sans qu'on sache qu'elles étaient les concessions auxquelles la Serbie pouvait s'attendre, est considéré par la classe politique serbe comme inacceptable. La *Skupština*, en revanche, au lieu de discuter de l'étendue de concessions, soutient unanimement son programme yougoslave. Selon Stojan Novaković, seulement dans le cas où un État yougoslave serait créé, la Serbie pourrait envisager de céder une partie de la Macédoine à la Bulgarie, mais en excluant la ville de Monastir.<sup>28</sup>

Cette belle unanimité de la classe politique serbe lui permet de s'op- poser aux nouvelles pressions alliées de décembre. Après que les précédentes tentatives aussi bien à Belgrade qu'à Sofia ont échoué, y compris celle du 24 novembre, le nouvel envoyé russe à Belgrade le comte Trubetskoï propose qu'on définisse les territoires destinés à la Serbie. Reflétant les exigences ser- bes, il cite la Bosnie-Herzégovine, une partie de la Dalmatie, et une partie du Banat, pour des raisons stratégiques, à savoir, la défense de Belgrade. Il estime, d'autre part, que pour sa neutralité la Bulgarie ne peut obtenir rien de plus qu'une promesse de gains en Macédoine, comme d'ailleurs la Ser- bie à l'ouest.<sup>29</sup> Or, Sazonov, reprenant cette suggestion, la modifie. Lorsqu'il propose le 16 janvier 1915 aux Alliés une telle démarche à Belgrade, il omet de parler du Banat et ajoute l'Albanie septentrionale afin d'assurer à la Ser- bie une frontière commune avec la Grèce.<sup>30</sup> Évidemment, il cherche à sau- vegarder les intérêts de la Roumanie. D'autre part à Paris on se préoccupe des réactions de l'Italie. Dès le 16 décembre, l'ambassadeur italien Tittoni avertit Delcassé qu'il ne faut pas résoudre la question du débouché serbe sur l'Adriatique sans le concours italien.<sup>31</sup> En conséquence, Delcassé s'oppose, le 16 janvier 1915, à ce que les Alliés précisent l'étendue des concessions à la Serbie. Il avance l'idée que les concessions proposées ne satisfont pas la Serbie, car ces revendications concernent toute la Dalmatie, la Croatie et l'Istrie. D'autre part, l'Italie déclare qu'elle n'envisage pas de continuer son

---

<sup>28</sup> Boppe à MAE, le 20 novembre 1914, Archives du Ministère des Affaires Etrangères (AMAE), Guerre 1914-1918, Balkans, Serbie, vol. 370, pp. 68-69.

<sup>29</sup> Mandić, *Fragmenti*, 116.

<sup>30</sup> *Ibid.*, 118.

<sup>31</sup> Delcassé à Barrère, Paris, le 16 décembre 1914, DDF, 1914 (3 août - 31 décembre), doc. 671.

avancée en Albanie après la prise de Valona. En même temps, l'Italie déclare qu'elle s'attend que la Serbie et la Grèce fassent de même.<sup>32</sup>

Cet échange de notes entre Paris et Petrograd démontre que les Alliés ont beaucoup de mal à définir les concessions destinées à la Serbie. Des deux différends naissants, celui avec l'Italie est bien plus important, car il se réfère et à l'Albanie et à la Dalmatie. Or, il est évident que la France tient plus aux réactions italiennes tandis que les Russes accordent la préséance à l'attitude de Bucarest. Ainsi, le déroulement des événements donne tort à Trubetskoï, car il n'y a pas de concessions que les Alliés peuvent en toute liberté accorder à la Serbie. La question serbe ne peut être résolue qu'en même temps que celle des Yougoslaves. Or dans cette perspective, l'Italie devint le principal obstacle à l'union yougoslave, reprenant en quelque sorte le rôle joué jadis par l'Autriche-Hongrie.

Le gouvernement Salandra en Italie avec, après le décès en novembre 1914 de San Giuliano, Sidney Sonnino comme ministre des Affaires étrangères, était composé de l'aile droite du Parti libéral. Salandra et Sonnino étaient convaincus que la guerre était la chance pour l'Italie d'accomplir son union nationale. Intimement convaincu que l'Italie serait obligée d'entrer en guerre à cette fin, ils menaient parallèlement les négociations avec les Alliés et la Triplice. Les négociations avec ses alliés de la Triplice traînaient, car l'Autriche-Hongrie se refusait d'envisager des concessions à l'Italie au-delà de Trentino, et même cela, seulement après la fin des hostilités. Les demandes italiennes se basaient sur l'article VII de la Triplice, prévoyant des compensations à l'Italie au cas où l'Autriche-Hongrie obtiendrait des avancées dans les Balkans. À ce titre Sonnino, le 25 décembre, avec l'accord de ses alliés, envoie la marine italienne à Valona. D'ailleurs l'occupation italienne de Valona bénéficie aussi de l'accord des Alliés.

Dans l'analyse de Salandra et Sonnino, seule la guerre contre la Double Monarchie pourrait permettre à l'Italie d'accomplir pleinement son union nationale. Au-delà de ces derniers vestiges du *Risorgimento*, les deux hommes d'État italiens ont des objectifs plus vastes. Désormais, leur perspective n'est plus seulement nationaliste, mais aussi impérialiste. L'État italien n'est pas seulement le cadre de l'union nationale, mais comme expression de la nation organisée, il doit accroître son territoire et répandre son influence économique, pour ne pas succomber face à l'inévitable expansionnisme des autres États.<sup>33</sup> L'impérialisme italien voit dans les Balkans les plus grandes possibilités pour son expansion territoriale. Sonnino, en fidèle successeur

<sup>32</sup> Mandić, *Fragments*, 119.

<sup>33</sup> Emilio Gentile, *La Grande Italia. Ascesa e declino del mito della nazione nel ventesimo secolo* (Milan 1997), 106.

de San Giuliano, aspire à établir une domination italienne dans l'Adriatique, voire une zone d'influence économique et politique de l'Italie dans les Balkans. Or, le mouvement yougoslave, avec la Serbie comme son Piémont, pourrait devenir le principal obstacle aux projets italiens. San Giuliano en était déjà conscient. Déjà en septembre 1914 il écrit à l'ambassadeur italien à Petrograd, Carlotti, en résumant ainsi l'essence de la politique étrangère italienne :

Comme Votre Excellence le sait, la raison principale pour laquelle l'Italie pourrait se décider à réorienter sa politique étrangère, consiste en la menace que la politique austro-hongroise présente pour ses intérêts dans l'Adriatique. On ne peut pas passer du cauchemar de la menace austro-hongroise au cauchemar de la menace slave et donc on aura besoin de garanties claires.<sup>34</sup>

Sonnino, de son côté, reprend le même argument en mars 1915 lors des négociations avec les Alliés :

Cela ne vaudrait pas la peine d'entrer en guerre pour se libérer de la prétentieuse domination autrichienne dans l'Adriatique si on devait retomber immédiatement après dans les mêmes conditions d'infériorité et d'un péril constant face à l'alliance des jeunes et ambitieux États yougoslaves.<sup>35</sup>

La pointe anti-yougoslave se trouvait donc dans les fondements de la politique de Sonnino. Or, c'était un homme de convictions, dur, renfermé et peu sensible aux pressions et influences extérieures. Il s'accommodait mal de la politique des marchandages parallèles avec la Triple et les Alliés. Il était intimement convaincu que l'Italie ne pouvait faire autrement que d'entrer en guerre aux côtés des Alliés afin de gagner sur le champ de bataille les territoires qu'elle revendiquait à la Double Monarchie. C'est pourquoi Sonnino, avec l'aval de Salandra, envoie déjà le 16 février 1915 à Impériali, l'ambassadeur italien à Londres, les conditions italiennes pour l'entrée en guerre. Dans cet exposé des buts de guerre de l'Italie, suite logique aux projets de San Giuliano, la menace yougoslave était endiguée en trois endroits.

D'abord elle l'était par les revendications territoriales italiennes. Sonnino demandait : Trieste, Gorizia, Gradisca, l'Istrie jusqu'à Volosca, les îles de Quarnero, et la Dalmatie avec toutes ses îles. Il justifia ces revendications territoriales par des raisons stratégiques et ethniques. La domination sur l'Adriatique ne pouvait être assurée que par le contrôle de la côte orientale avec ses îles et ses ports, car la côte italienne en était presque entièrement

---

<sup>34</sup> San Giuliano à Carlotti, Rome, le 16 septembre 1914, *Documenti Diplomatici Italiani* (DDI) (Rome 1964), série V, vol. 1, doc. 703.

<sup>35</sup> Circulaire de Sonnino envoyé à Impériali, Tittoni et Carlotti, Rome, le 21 mars 1915, DDI, série V, vol. 3, doc. 164.

dépourvue. Pour justifier ce découpage, Sonnino avançait aussi des raisons ethniques, affirmant que les Italiens étaient majoritaires dans les villes en Dalmatie. Or le vrai mobile de ses revendications étaient la volonté de poser des obstacles au mouvement yougoslave en le privant de la côte, et surtout en empêchant l'union entre la Croatie et la Serbie.

En conséquence la côte entre Volosca et la Dalmatie était laissée à la Hongrie ou à la Croatie, et la côte au sud de Neretva à la Serbie et au Monténégro. Sonnino prévoyait donc l'existence soit d'un débouché hongrois sur l'Adriatique soit la création d'un État croate séparé de la Serbie. Sa stratégie visait à remplacer la Double Monarchie par une série d'États suffisamment faibles pour être dominés économiquement et politiquement. Donc, la Croatie, la Serbie et le Monténégro devraient avoir tous leur part de la côte, mais indépendamment les uns des autres.

Finalement, Sonnino s'opposa à la partition de l'Albanie. Outre la baie de Valona, il exigea la création d'un petit État musulman dans l'Albanie centrale, au cas où le reste du pays serait partagé entre la Grèce, la Serbie et le Monténégro. Ce petit pays ne pourrait donc qu'être un satellite italien. Cette politique d'annexion et de dépeçage de la côte était le programme auquel Sonnino resterait fidèle pendant toute la durée de la guerre, voire après. De cette façon l'Italie devenait le principal adversaire et de la Serbie, et du mouvement yougoslave. Les premiers accrochages, par l'intermédiaire de la diplomatie russe, eurent lieu lors des négociations sur l'entrée en guerre de l'Italie en mars et avril 1915.

Les Alliés occidentaux reçurent en mars presque en même temps les conditions italiennes pour l'entrée en guerre, transmises par Impériali à Grey, et la demande russe de s'emparer de Constantinople et des Détroits. Étant donné que les offensives navales sur les Détroits avaient commencé déjà fin février et que les troupes alliées y débarquèrent le 18 mars, c'était la question des Balkans qui était de nouveau posée dans toute son ampleur. Les revendications italiennes en étaient une partie importante, car l'accord avec l'Italie, outre qu'il permettrait à cette dernière d'attaquer la Double Monarchie à l'ouest, délimitait les régions susceptibles d'être accordés à la Serbie au titre des compensations au cas où elle céderait la Macédoine à la Bulgarie. On estimait aussi que l'entrée en guerre de l'Italie serait un fort signal adressé à la Roumanie pour qu'elle la suive. Donc, les négociations avec l'Italie devinrent la clé de voûte des Balkans.

Les négociations, se déroulant à Londres, eurent néanmoins le caractère d'un dialogue italo-russe. Les Français et les Britanniques en étaient les modérateurs. Ils le facilitèrent en exauçant la demande russe à propos de Constantinople. Certes, les Alliés ne pouvaient pas faire autrement, car la Russie en faisait dépendre le sort de l'alliance.<sup>36</sup> Cette concession de taille,

<sup>36</sup> Pingaud, *Histoire diplomatique*, 241-256.

réalisant un des objectifs séculaires de la politique étrangère russe, rendit la diplomatie russe moins intransigeante envers les demandes italiennes. D'autre part, le libre accès à la Méditerranée diminua considérablement l'intérêt de la Russie à avoir un port « slave » dans l'Adriatique.

Dès le début des négociations, les positions et les objectifs de l'Italie et de la Russie étaient exprimés avec clarté. Soldatenkov, ancien chef de cabinet de Sazonov, déclare à Paris à Tittoni le 9 mars, qu'il faut satisfaire les prétentions serbes en Dalmatie pour faciliter son accord avec la Bulgarie en Macédoine, et pour permettre une nouvelle entente entre les pays balkaniques en général.<sup>37</sup> En revanche, Carlotti explique à Maurice Schilling, secrétaire au Ministère des Affaires étrangères russe, que l'Italie craint la création d'un grand État slave sur la côte orientale de l'Adriatique, car elle le perçoit comme un avant-poste russe.<sup>38</sup> Ces différends de principe se traduisent dans les conflits concrets portant sur les deux points du projet italien du 16 février, c'est-à-dire la Dalmatie et l'Albanie. Sazonov estime les demandes de l'Italie en Dalmatie exagérées. Il est prêt à accorder à l'Italie la côte dalmate jusqu'au promontoire de Planka à côté de Trogir.<sup>39</sup> Qui plus est, il estime que l'Italie devrait renoncer à l'une ou l'autre de ses demandes. Au cas où elle préférerait maintenir l'étendue de ses revendications en Dalmatie, l'Albanie devrait être partagée entre la Serbie et la Grèce.<sup>40</sup> Évidemment, l'intérêt de cette objection russe était d'assurer à la Serbie un débouché sur l'Adriatique sur la côte albanaise, et de lui permettre d'avoir une frontière commune avec la Grèce. C'était en effet la solution envisagée par le traité serbo-bulgare de 1912, permettant ainsi la réalisation de l'autre volet de ce traité concernant la Macédoine.

Des deux objections russes, la plus sérieuse fut celle concernant la Dalmatie. Les Alliés occidentaux estimèrent aussi que le débouché sur la mer laissée à la Serbie était trop limité.<sup>41</sup> Au-delà de l'étendue du débouché serbe, la Russie n'était pas favorable à la création d'un État serbo-croate. Sazonov voulait éviter l'agrandissement excessif de la Serbie. En conséquence, il se prononça pour la création d'un État croate au cas où la Double Monarchie viendrait à disparaître.<sup>42</sup> D'intenses pressions furent indispensables pour rapprocher les positions italiennes et russes. Delcassé écrivit à Sazonov

---

<sup>37</sup> Tittoni à Sonnino, Paris, le 9 mars 1915, DDI, série V, vol. 3, doc. 68.

<sup>38</sup> Mandić, *Fragmenti*, 132, 133.

<sup>39</sup> Paléologue à Delcassé, Petrograd, le 12 mars 1915, AMAE, PA-AP, 211-Delcassé, pp. 63-64.

<sup>40</sup> *Ibid.*, 138.

<sup>41</sup> Imperiali à Sonnino, Londres, le 21 mars 1915, DDI, série V, vol. 3, doc. 161.

<sup>42</sup> Tittoni à Sonnino, Paris, le 20 mars 1915, DDI, série V, vol. 3, doc. 157.



pour faire valoir l'importance des concessions faites à la Russie par les Alliés à propos de Constantinople. Il exigeait donc que la Russie tienne compte de l'importance de l'appui italien pour le front en France. Il conclut en disant :

Aujourd'hui, il ne s'agit pas de la Russie, mais de la Serbie, à qui nous avons témoigné depuis le début de la guerre, et sous toutes les formes, la sympathie la plus agissante, qui aura la fortune sans exemple de tripler son territoire en moins de trois ans, et qui, même si les revendications italiennes sur la Dalmatie devaient être maintenues entières, n'en aurait pas moins sur la mer un débouché direct tel qu'elle n'aurait pas osé l'espérer, il n'y a pas si longtemps.

Ce débouché, je me suis efforcé, dès la première minute, de l'obtenir aussi large que le réclamait M. Sazonov lui-même. Le 25 mars encore, j'ai prié Sir Edward Grey de faire auprès du marquis Impériali une nouvelle tentative, qui, j'en suis à peu près certain, ne demeurera pas infructueuse. Mais cependant nous ne pouvons absolument pas oublier notre devoir envers notre pays.<sup>43</sup>

En effet, le 27 mars Sonnino accepte de limiter les revendications italiennes en Dalmatie jusqu'au promontoire Planka, laissant le port de Split, avec les îles au large, à la Serbie. Il exige aussi que toute la côte accordée à la Serbie et au Monténégro soit démilitarisée.<sup>44</sup> Or, lorsque le différend sur la partie septentrionale de la Dalmatie se voit résolu, il en apparaît un autre portant sur les îles Curzolari (Lastovo, Hvar, Korčula, Mljet), et surtout sur la presqu'île de Pelješac (Sabbioncello). Sazonov refuse catégoriquement, le 30 mars, de les concéder à l'Italie. Lorsque le spectre de la rupture définitive des négociations apparaît, une nouvelle intervention de Delcassé permet d'arriver à une solution. Il propose que la presqu'île de Pelješac soit accordée à la Serbie et les îles à l'Italie. Pour obtenir l'accord de Sazonov, il souligne que l'accord de l'Italie pourrait débloquer la situation dans les Balkans en incitant la Roumanie et la Bulgarie se joindre aux Alliés.<sup>45</sup> Outre les pressions de Delcassé, ce sont les avertissements de l'État-major russe qui décident Sazonov à accepter le compromis proposé. Le Prince Nikolai Nikolaïevitch, commandant en chef de l'armée russe, estime que les sacrifices serbes en Dalmatie valent largement le concours de l'armée italienne. Finalement, le 6 avril, le tsar Nicolas II, accepte le compromis proposé par la France.<sup>46</sup>

<sup>43</sup> Delcassé à Paleologue, Paris, le 27 mars 1915, AMAE, PA-AP, 211-Delcassé, pp. 79-80.

<sup>44</sup> Circulaire de Sonnino envoyé à Impériali, Carloti et Titoni, Rome, le 27 mars 1915, DDI, série V, vol. 3, doc. 205.

<sup>45</sup> Delcassé à Paléologue, Paris, le 8 avril 1915, AMAE, PA-AP, 211-Delcassé, pp. 95-96.

<sup>46</sup> Mandić, *Fragmenti*, 146, 148.

Sur cette base est signé le 26 avril à Londres le traité sur les conditions de l'entrée en guerre de l'Italie. Selon le Traité, les territoires entre Volosca et la frontière administrative de Dalmatie, et de cap Planka jusqu'à la rivière de Voyoussa, doivent être partagés entre la Croatie, la Serbie et le Monténégro. La côte de cap Planka jusqu'à la presqu'île de Pelješac devrait être démilitarisée, ainsi que la côte à partir du point se trouvant à dix kilomètres au sud de Dubrovnik jusqu'à Voyoussa. Ainsi, le futur État croate obtient le port de Fiume, la Serbie et le Monténégro les ports de Split, Dubrovnik, Kotor, Bar, Ulcinj et Saint-Jean de Medue, tandis que l'État albanais se voit accorder le port de Durres (Durazzo). Le petit État albanais devrait être représenté par l'Italie, tandis que la partie septentrionale de l'ancienne Albanie pourrait être partagée entre la Serbie, la Grèce et le Monténégro.<sup>47</sup>

La signature du Traité de Londres représentait le principal obstacle à la réalisation de l'idée yougoslave. L'entente entre les émigrés yougoslaves et le gouvernement serbe fut provoquée par crainte de l'impérialisme italien, même si la Russie, le plus fidèle allié de la Serbie et son protecteur, se prononça contre le programme. Qui plus est, la Serbie pouvait se trouver devant un véritable choix cornélien lorsqu'elle aurait connaissance de l'étendue des concessions qui lui étaient réservées par le Traité de Londres. En conséquence, son attachement à l'idée yougoslave aurait pu être mis à l'épreuve. D'autre part, de son choix dépendait la constitution du mouvement yougoslave, car les émigrés yougoslaves ne s'étaient pas encore officiellement organisés. Toutes ces questions apparaissent au fur et à la mesure que le gouvernement serbe et les émigrés yougoslaves reçoivent les informations sur la teneur du Traité de Londres.

### 3. La réaction de la Serbie et des Yougoslaves au Traité de Londres

Pendant que les négociations se déroulaient entre l'Italie et les Alliés, la Serbie et les émigrés yougoslaves étaient en train d'organiser leur action commune dont les bases furent posées par la Déclaration de Niš. Le passage de Frano Supilo, journaliste croate et partisan de l'action yougoslave à Niš en janvier 1915 contribua à sceller cette identité de vues. En écrivant de Niš à son collègue et ami Ante Trumbić, Supilo décrit de la manière suivante sa rencontre avec Pašić :

J'ai parlé trois fois pendant plusieurs heures avec Pašić. J'en ai tiré la meilleure impression. Il est complètement d'accord avec toutes nos vues. Il me paraît comme si je te parlais à toi.<sup>48</sup>

<sup>47</sup> Traité de Londres, DDI, série V, vol. 3, doc. 470.

<sup>48</sup> Dragovan Šepić, *Pisma i memorandumima Frana Supila: (1914-1917)* (Belgrade: Naučno delo, 1967), 47-48.

Supilo était pourvu d'une vive intelligence, mais aussi d'un caractère impétueux et émotif. Or, ces rencontres avec Pašić le persuadèrent de ferme engagement de ce dernier en faveur d'un État yougoslave. En revanche, l'épineuse question de l'organisation interne du futur État yougoslave restait toujours en suspens. Les négociations alliées avec l'Italie les repousseraient au dernier plan pour un bon moment.

Étant donné que les négociations entre l'Italie et les Alliés étaient secrètes, il est assez difficile pour la Serbie et pour les Yougoslaves de s'informer de leur contenu. Or, Sonnino en personne décrit le 16 mars à Mihajlović les conditions italiennes pour l'entrée en guerre. C'est encore la première mouture du projet italien avec la Dalmatie jusqu'à la Neretva. Trumbić, transmettant cette nouvelle à Supilo, conclut en disant : « L'Italie sait bien que si elle obtient la Dalmatie, les Serbes et les Croates ne s'uniront jamais ». <sup>49</sup> L'enjeu de ces négociations pour les Yougoslaves était ainsi défini. De son côté, Supilo, lors de son voyage à Petrograd réussit à avoir la confirmation formelle de l'étendue des concessions faites à l'Italie. Sazonov lui dévoile le 25 mars la teneur des négociations. <sup>50</sup> Supilo en informe immédiatement Pašić. Ainsi ce dernier ainsi peut compléter les informations déjà reçues sur les pourparlers entre l'Italie et les Alliés.

Malgré les réserves russes envers son programme yougoslave, Pašić n'hésite guère. Il avait, dès septembre 1914, décidé que seul l'accomplissement de son programme yougoslave représentait une solution durable pour la Serbie. La concrétisation des promesses alliées même présentées dans la forme officieuse, remplissant ainsi presque entièrement toutes les conditions nécessaires pour achever l'union nationale serbe ne l'incite pas à changer d'avis. Il accorda toujours la présence à l'union yougoslave. Il demanda donc à être immédiatement reçu par Sazonov et par le tsar Nicolas II, afin de solliciter leur soutien à l'union de tous les Slaves du Sud. Lorsque Sazonov ajourne son voyage à Petrograd comme inutile, Pašić décide d'interpeller les Alliés. Par la note du 6 avril, il déclare l'idée même des concessions territoriales contraire à l'objectif principal des Alliés, c'est-à-dire l'établissement d'une paix durable après la guerre. Accordant des territoires croates et slovènes à l'Italie, les Alliés ne font, selon lui, rien d'autre que préparer le terrain pour un conflit entre les Yougoslaves et l'Italie. Il se déclare, en revanche, partisan d'une entente entre les deux parties dont l'intérêt est d'empêcher la progression germanique vers l'Adriatique. La seule manière d'arriver à une telle entente est de permettre l'union des Yougoslaves dans toute son étendue. Toute autre solution ne peut qu'engendrer un irrédentisme slave dans les provinces accordées à l'Italie, laquelle ne peut donc que remplacer

---

<sup>49</sup> *Ibid.*, 35-36.

<sup>50</sup> *Ibid.*, 56.

la Double Monarchie comme adversaire des Yougoslaves. Une telle solution serait finalement contraire aux déclarations des Alliés garantissant la liberté et l'indépendance de toutes les nations, petites et grandes.<sup>51</sup>

Lorsqu'il obtient confirmation de l'étendue des concessions faites à l'Italie, Pašić, oubliant la langue de bois diplomatique, définit le 24 avril de la manière suivante la position serbe :

Il paraît qu'on veut transformer la question de l'Adriatique et la question yougoslave en la question du débouché serbe sur l'Adriatique, ce qui est absurde. Il ne s'agit pas du plus grand ou du plus étroit débouché serbe sur l'Adriatique, mais que les relations sur la mer en question soient mises sur une base plus stable et plus juste. Il ne s'agit pas d'accorder l'héritage autrichien en Adriatique à la Serbie, ou que la Serbie s'accapare tous les points stratégiques et militaires sur la rive orientale de l'Adriatique - comme on cherche à le présenter parfois afin de discréditer la Serbie en la créditant de visées impérialistes - mais il s'agit de résoudre, comme il le faut, la situation afin d'éviter les conflits internationaux. Tant que les revendications italiennes se limitent à l'accomplissement de l'union nationale, ni les Serbes, ni les Croates ni les Slovènes, n'auront rien à dire. Tant que la politique italienne cherche à sauvegarder ses intérêts économiques et même quelques intérêts stratégiques sur la rive orientale de l'Adriatique, les Serbes, les Croates et les Slovènes pourraient même l'aider. Mais ces derniers doivent dès aujourd'hui s'opposer à ces revendications impérialistes dans l'Adriatique... La Serbie mène la guerre afin de libérer ses co-nationaux (les Croates et les Slovènes), et elle doit être d'accord avec eux et les soutenir dans cette question. Elle le fait dans son intérêt et dans le leur. La Serbie a l'intérêt de participer, après la guerre, avec tous ses co-nationaux libérés et unis avec elle, à la mise en place de l'équilibre en Europe, afin d'y garantir la paix... Il nous paraît que les Alliés ont un besoin impératif d'avoir le soutien de tous les Yougoslaves unis dans un seul État, au lieu de les voir séparés dans plusieurs États et mécontents.<sup>52</sup>

D'une manière explicite le gouvernement serbe refuse donc d'accepter les concessions territoriales qui lui ont été faites. Cette prise de position résolument yougoslave vaut à Pašić le soutien et l'approbation des émigrés yougoslaves, dont notamment Supilo. Or, toutes les protestations serbes restèrent sans effet. Vesnić, le 28 avril, informe Pašić que le traité avec l'Italie était déjà signé, et lui indique l'étendue des concessions territoriales accordées à l'Italie.<sup>53</sup>

---

<sup>51</sup> Circulaire de Pašić aux légations serbes dans les capitales alliées, Niš, le 6 avril 1915, Archive Yougoslave, Belgrade (AY), Papiers Jovanović, 80-8-56.

<sup>52</sup> Circulaire de Pašić aux légations serbes dans les capitales alliées, Niš, le 24 avril 1915, AY, Papiers Jovanović, 80-8-108.

<sup>53</sup> Vesnić à Pašić, Paris, le 27 avril 1915, AY, Papiers Jovanović, 80-2-72.

Confronté à la menace italienne, le mouvement yougoslave se devait de réagir, et en premier lieu de se constituer officiellement. Trumbić vient à Niš au début avril pour s'entendre personnellement avec Pašić sur l'orientation et les prémisses du mouvement yougoslave. Il veut s'assurer que la Serbie n'acceptera pas la proposition russe, à savoir seulement le débouché sur l'Adriatique. Il craint aussi que Pašić ne tente à son tour d'arriver à un arrangement avec l'Italie. Les vues du gouvernement serbe, déjà exposées, dissipent toutes ses craintes. En conséquence, le Comité yougoslave est constitué le 30 avril à Paris. Dans sa première réunion, le Comité élit Trumbić comme président. L'objectif du Comité est de représenter les provinces yougoslaves de la Double Monarchie et d'oeuvrer à leur libération et leur union avec la Serbie.<sup>54</sup> Finalement, Vesnić peut, le 2 mai, présenter à Delcassé le Comité yougoslave au complet. À cette occasion Trumbić remet à Delcassé un long mémorandum sur la question yougoslave.

Or, Delcassé évoque toujours exclusivement des compensations dont la Serbie pourrait bénéficier. Il considère même l'idée d'union yougoslave comme une demande démesurée de la part de la Serbie. Elle n'est pour lui qu'un idéal, or, selon lui, il faut concentrer tous les efforts pour gagner la guerre. C'est pourquoi il évoque aussi la question bulgare.<sup>55</sup> De cette façon, Delcassé prouve que le traité avec l'Italie n'était que le premier pas dans la reconstruction de l'alliance balkanique. En effet, le gouvernement roumain de Brătianu, incité par le traité italien, renoue le 3 mai les contacts avec les Alliés. Il exige, pour l'entrée en guerre de la Roumanie, des compensations considérables dont le Banat. Le gouvernement serbe apprend immédiatement que le Banat est convoité par la Roumanie.

Confronté aux revendications italiennes et roumaines, le gouvernement serbe, en accord avec le prince Alexandre, décide de réaffirmer avec force son programme yougoslave et son refus de marchandages territoriaux sur les provinces yougoslaves. Pašić notifie le 5 mai aux envoyés Alliés qu'il risque de perdre la confiance de la *Skupština* à cause des concessions faites par les Alliés à l'Italie. Afin d'éviter des troubles internes en Serbie, il exige des assurances que le traité avec l'Italie pourrait subir des modifications. Il demande aussi que les négociations avec la Roumanie ou la Hongrie ne soient pas entreprises sans qu'il en soit informé.<sup>56</sup> Il demande qu'on lui garantisse que les Serbes, les Croates et Slovènes seront réunis en un seul État et qu'ils

<sup>54</sup> Dragovan Šepić, *Italija, saveznici i jugoslovensko pitanje 1914–1918* (Zagreb : Školska knjiga, 1970), 88.

<sup>55</sup> Vesnić à Pašić, Paris, le 2 mai 1915, AY, Papiers Jovanović, 80-2-86.

<sup>56</sup> Pašić voulait se prémunir contre les possibles accords entre les Alliés et la Roumanie et contre un pareil traité entre les Alliés et la Hongrie. Il savait que les contacts existaient entre Sonnino et le gouvernement hongrois.

ne soient pas séparés en plusieurs états, comme c'était le cas sous la domination de l'Autriche-Hongrie.<sup>57</sup> Le prince Alexandre, de son côté, avertit Troubetskoï que les négociations avec l'Italie ne pouvaient que renforcer les Serbes dans leurs intransigeances envers la Bulgarie ou la Roumanie.<sup>58</sup>

D'une manière claire, les Alliés sont informés que la Serbie reste fidèle à son programme yougoslave. Il est désormais clair que tout compromis avec la Serbie devra se baser sur le respect de l'idée d'union yougoslave. Les Alliés en prennent acte dans leur réponse commune du 7 mai. Ils promettent à la Serbie la Bosnie-Herzégovine et le débouché sur la mer. À propos de l'union avec la Croatie, ils déclarent qu'elle serait libre de faire son choix après la guerre.<sup>59</sup> C'est la première fois que les Alliés font clairement état de l'étendue des compensations auxquelles la Serbie pourrait s'attendre. Dans les termes les plus vagues, ils évoquent aussi la possibilité de l'union yougoslave. Delcassé, le 6 mai, assure Pašić qu'il ne s'opposerait pas à l'union de la Serbie avec la Croatie. La diplomatie française serait la première à proposer qu'on soutienne l'union des Yougoslaves afin de gagner le concours serbe pour une réorganisation des Balkans.

Or, une réorganisation dans les Balkans s'imposait afin d'arriver à un compromis entre les États balkaniques, leur permettant de se ranger du côté des Alliés. Dans cette perspective, Delcassé propose, le 18 mai, le partage du Banat entre la Roumanie et la Serbie. C'était le fruit des pressions exercées par Vesnić, pour qu'on accorde la partie méridionale du Banat à la Serbie. Elle en avait besoin pour assurer la défense de Belgrade.<sup>60</sup> Quant à la Bulgarie, les Alliés lui proposent, le 29 mai, d'exaucer toutes ses revendications territoriales. Or, ils stipulent que la Bulgarie ne pourrait en profiter que dans le cas où la Serbie, la Grèce, et la Roumanie, pays qui devraient dédommager la Bulgarie, recevraient à leur tour des compensations ailleurs.<sup>61</sup> Finalement, toutes ces initiatives alliées restèrent sans effet.

Pašić, à qui les Alliés avaient demandé de leur laisser décider de l'étendue des compensations à offrir à la Bulgarie, refusa catégoriquement. L'attitude hostile de la Bulgarie depuis le commencement de la guerre l'obligea à récuser toute idée d'un retour au traité serbo-bulgare de 1912.<sup>62</sup> Radoslavov, répond le 15 juin, en demandant des précisions sur l'étendue des compensa-

---

<sup>57</sup> Boppe à Delcassé, Niš, le 6 mai 1915, AMAE, Guerre 1914-1918, Balkans, Serbie, vol. 371, pp. 105-107.

<sup>58</sup> Mandić, *Fragmenti*, 177-178.

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> Vesnić à Pašić, Paris, le 18 mai 1915, AY, Papiers Jovanović, 80-2-103.

<sup>61</sup> Pingaud, *Histoire diplomatique*, 33-35.

<sup>62</sup> Boppe à Delcassé, Niš, le 30 mai 1915, AMAE, Guerre 1914-1918, Balkans, Serbie, vol. 371, pp. 181-182.

tions envisagées. Quant à Bratiano, il se montre, le 25 juin, intraitable sur la question du Banat, exigeant en plus qu'on lui fournisse des munitions pour qu'il puisse envisager l'entrée en guerre de la Roumanie.

Alors que la situation dans les Balkans paraissait de nouveau dans l'impasse, Delcassé avance l'idée, esquissée déjà au début du mois, de débloquent la situation en acceptant le programme yougoslave. Il propose de faire savoir à la Serbie quelle était l'étendue de la côte dalmate qui lui était réservée dans le Traité de Londres. Qui plus est, il estime indispensable que les Alliés assurent la Serbie qu'ils ne s'opposeraient pas à l'union de la Serbie avec la Croatie, si cette dernière le souhaitait.<sup>63</sup> Constatant que les relations entre la Serbie et les Alliés s'étaient déjà largement détériorées, il estime qu'une telle concession à la Serbie est devenue indispensable. Les Alliés reprochaient depuis bien long temps à la Serbie d'avoir délibérément refusé de passer à l'offensive. Ils y voyaient une manifestation du mécontentement serbe provoqué par le Traité de Londres. Qui plus est, l'armée serbe entreprit fin mai une expédition en Albanie afin de soutenir son protégé local Essad Pacha.

L'attitude de la Serbie incita Paul Cambon à conclure que désormais l'appartenance de la Serbie au camp allié était en cause. Les Alliés continuaient à augmenter leurs exigences envers la Serbie, et ne lui proposant en retour que la possibilité d'annexer la Bosnie-Herzégovine. Cependant, la Serbie tenait bien plus à la Macédoine, qu'elle avait gagnée sur le champ de bataille. De cette façon les Alliés risqueraient de retourner la Serbie contre eux, laquelle d'ailleurs n'était liée à l'Entente par aucun traité. En essayant de gagner le concours de la Bulgarie et de la Roumanie, les Alliés pourraient perdre leur seul allié dans les Balkans.<sup>64</sup>

Néanmoins, Delcassé continuait à croire que la Serbie était la clé de la solution dans les Balkans. Selon lui, elle devrait abandonner ses prétentions sur le Banat et céder la Macédoine à la Bulgarie. Afin de l'inciter à le faire, il fallait approuver son programme yougoslave. Finalement, les efforts des émigrés yougoslaves et de la diplomatie serbe avaient porté ses fruits. N'ayant pas de revendications territoriales dans les Balkans, Delcassé pouvait soutenir l'union des Yougoslaves, ce qui n'était pas le cas de l'Italie. Or, de cette façon Delcassé voulut agir sinon contre la lettre du moins contre l'esprit du Traité de Londres car la stratégie de Sonnino résidait sur l'existence d'un État indépendant croate, séparé de la Serbie. En conséquence, Sonnino s'oppose à l'initiative française, arguant qu'on ne pouvait pas dé-

<sup>63</sup> Delcassé à Boppe, Paris, le 29 juin 1915, AMAE, Guerre 1914-1918, Balkans, Serbie, vol. 372, p. 102.

<sup>64</sup> Cambon à Delcassé, Londres, le 24 juin 1915, AMAE, Guerre 1914-1918, Balkans, Serbie, vol. 372, pp. 88-89.

voiler à la Serbie le contenu du traité de Londres. Qui plus est, vu la teneur du programme yougoslave, Sonnino argua que cela ne pourrait pas satisfaire le gouvernement serbe.<sup>65</sup>

Ainsi, le contentieux balkanique prit une nouvelle forme. Au lieu de débattre de l'étendue des concessions à accorder à la Serbie, les Alliés discutèrent désormais de l'union yougoslave. Par son attitude, la Serbie réussit à l'introduire dans l'agenda des Alliés. Si les Alliés pouvaient la négliger jusqu'alors, désormais l'entrée en guerre de la Bulgarie et de la Roumanie en dépendait. Or, l'union yougoslave se heurtait toujours au veto italien.

Fort du soutien britannique, Delcassé revient à la charge proposant, le 7 juillet, que les Alliés fassent à la Serbie la déclaration suivante :

... que les Alliés ne s'opposeraient point à la réunion, réclamée par les intéressés eux-mêmes, de la Croatie à la Serbie. Dès maintenant, on pourrait reconnaître aux Serbes Semlin et un territoire à délimiter entre le Danube et la Save.<sup>66</sup>

Par égard aux réserves italiennes, Delcassé met l'accent sur l'entente entre les Croates et les Serbes. Néanmoins, Sonnino restait intractable, car le veto italien concernait justement l'avenir de la Croatie. Évoquant les émotions suscitées en Italie lorsque Fiume serait accordée à l'État commun serbo-croate, Sonnino refusa d'hypothéquer l'avenir de la Croatie avant la fin de la guerre.<sup>67</sup> Finalement, Delcassé, prêt à passer outre au veto italien, avança l'idée suivante :

Cela du reste n'empêcherait pas les représentants anglais, russe et français de laisser entendre, dans leurs conversations avec Pašić, que ce n'est pas à l'opposition de leurs pays que se heurtaient les efforts des Croates de s'unir avec les Serbes.<sup>68</sup>

Le refus italien d'accepter l'idée de l'union yougoslave continuait néanmoins à bloquer l'action alliée, vu que la Bulgarie demandait impérativement la Macédoine, et la Roumanie le Banat. Lorsque le principe d'une action conjointe des Alliés à Athènes, Niš et Sofia fut établi, le gouvernement anglais fit une dernière tentative de persuader Sonnino. Estimant indispensable d'occuper immédiatement la Macédoine pour la donner à la

---

<sup>65</sup> Barrère à Delcassé, Rome, le 3 juillet 1915, AMAE, Guerre 1914-1918, Balkans, Serbie, vol. 393, p. 32.

<sup>66</sup> Delcassé à Paléologue, Paris, le 7 juillet 1915, AMAE, PA-AP, 211-Delcasse, p. 128.

<sup>67</sup> Barrère à Delcassé, Rome, le 8 juillet 1915, AMAE, Guerre 1914-1918, Balkans, Serbie, vol. 393, p. 43.

<sup>68</sup> Delcassé à Paléologue, Paris, le 10 juillet 1915, AMAE, Guerre 1914-1918, Balkans, Serbie, vol. 393, p. 47.



Bulgarie après la fin des hostilités, Grey demanda l'accord italien pour les avantages territoriaux destinés à la Serbie :

Je veux lui [à Pašić] proposer en échange à l'occupation de la ligne du Vardar par les Alliés et à la cessation de l'entière zone « incontestée » après la guerre, une garantie ferme qu'une fois cette guerre serait gagnée, la Serbie, le Monténégro et la Croatie pourront diviser entre eux l'entier territoire à l'Est et au Sud de la Drave et du Danube y compris Agram, et au Sud jusqu'à la frontière de la Dalmatie avec les parties de la côte dalmate comprenant Fiume, Spalato, Ragusa, Cattaro, et San Giovanni di Medua avec leur arrière pays, sous réserve qu'on sera obligé de neutraliser la partie ou l'entière côte dalmate ou albanaise. En plus on aimera prendre l'obligation de faciliter l'union de la Serbie avec la Croatie, si cette dernière en exprime le voeu.<sup>69</sup>

Or ce projet aussi se heurta à l'opposition italienne. En conséquence, lorsque les envoyés alliés présentent à Pašić, le 4 août, leurs notes identiques, il y est seulement question des avantages territoriaux dans la mer Adriatique, en Bosnie et ailleurs, et du maintien de la frontière commune avec la Grèce. En retour on insiste avec vigueur sur la nécessité de céder à la Bulgarie la partie de la Macédoine prévue par le traité de 1912. Pašić est visiblement troublé par la note alliée. Il répond tout de suite que le retour à ligne de 1912 lui paraît impossible. Il demande aussi à ce qu'on lui précise les avantages territoriaux dont il est question.<sup>70</sup>

La demande de Pašić provoque une vive activité diplomatique, car la réponse grecque était négative, tandis que Radoslavov s'enferme dans un profond mutisme. Toute chance d'accord avec la Roumanie est entre temps anéantie par le retrait russe, et par l'étendue des demandes roumaines. Les Alliés décident, le 13 août, de repousser *sine die* la conclusion d'un accord avec la Roumanie, et Bratiano, le 22 août, accepte leur décision.

De cette façon, l'avenir de la guerre dans les Balkans dépendait exclusivement de l'attitude de Belgrade. L'envoyé français auprès du gouvernement serbe, Auguste Boppe, avance l'idée de revenir sur les solutions prévues par l'accord serbo-bulgare de 1912. Il propose d'accepter le partage de l'Albanie entre la Serbie et la Grèce, ainsi que d'accorder à la Serbie le débouché sur la côte albanaise, en échange de la perte de la Macédoine.<sup>71</sup> Or, l'avenir de l'Albanie était lui aussi scellé par le Traité de Londres et

<sup>69</sup> Bertie à Delcassé, Paris, le 1er août 1915, AMAE, Guerre 1914-1918, Balkans, Serbie, vol. 393, p. 11bis.

<sup>70</sup> Boppe à Delcassé, Niš, le 5 août 1915, AMAE, Guerre 1914-1918, Balkans, Serbie, vol. 393, p. 33bis.

<sup>71</sup> Boppe à Delcassé, Niš, le 7 août 1915, AMAE, Guerre 1914-1918, Balkans, Serbie, vol. 393, p. 43bis.

toute décision alliée dépendant donc de l'Italie. Cependant, Sonnino restait intransigeant à propos de l'Albanie en même titre qu'à propos de la Croatie. Les exigences serbes présageant selon lui la création d'une Grande Serbie, à laquelle il ne voulait en aucun cas souscrire.<sup>72</sup>

Finalement, après avoir constaté le refus de l'Italie, les envoyés français, britannique et russe, proposent à Pašić, le 16 août, la note suivante :

1° En réponse aux éclaircissements demandés par Son Excellence, le Président du Conseil, à la suite de la démarche faite le 4.8. par les Représentants des Puissances Alliées, le Gouvernement de la République désire donner les explications et garanties suivantes :

2° (Si) la Serbie se range aux vues des Puissances relativement à la (Macédoine), les territoires suivants seront réservés à la Serbie dans le cas d'une guerre victorieuse :

3° La Bosnie-Herzégovine, la Syrmie jusqu'à la ligne de la Drava et du Danube, y compris Semlin et Batchka, et la côte de la mer Adriatique depuis le Cap Planka jusqu'au point situé à 10 kilomètres au Sud de Raguse-Vieux, avec les îles de la Grande Zirone, la Petite Zirone, Bua, Brazza, Jaclan et Calamotta et la presqu'île de Sabioncello. Si l'avenir de la Slavonie est entre les mains des Alliés à la fin de la guerre, elle sera attribuée à la Serbie.

4° La côte depuis le point situé à 10 kilomètres de Raguse-Vieux jusqu'au Drin est également réservée, mais par rapport à cette côte les prétentions du Monténégro seront prises en considération à la conclusion de la paix et une décision à leur sujet ne pourra intervenir auparavant.

5° La côte depuis le Drin jusqu'à la Voyoussa est réservée à un État Indépendant de l'Albanie centrale.

6° Le sort de la Croatie avec la côte depuis la baie de Voloska jusqu'à la frontière de la Dalmatie, y compris Fiume, est réservé pour être décidé à la conclusion de la paix.

7° La côte depuis le cap Planka jusqu'à l'extrême sud de Sabioncello, depuis un port situé à 10 kilomètres au sud de la pointe de Raguse-Vieux jusqu'à la Voyoussa serait neutralisée ainsi que les îles mentionnées ci-dessus, exception faite des territoires déjà en possession du Monténégro.

8° En ce qui concerne le Gouvernement de la République, il est obligé d'admettre en Macédoine la ligne fixée par le paragraphe 4 de l'article II de l'annexe secrète du traité de 1912 et aucune modification ne pourra être apportée à cette limite si ce n'est par une né-

---

<sup>72</sup> Barrère à Delcassé, le 12 août 1915, AMAE, Guerre 1914-1918, Balkans, Serbie, vol. 393, p. 76-77bis.

gociation directe entre la Serbie et la Bulgarie et d'un consentement mutuel.

9° La frontière entre la Serbie et la Grèce partira de la frontière future entre la Serbie et la Bulgarie, mais le Gouvernement de la République n'est pas actuellement en mesure d'en préciser l'étendue.

10° Le Gouvernement de la République désire en outre faire savoir qu'il renonce à toute prétention pour lui-même dans les territoires définis aux paragraphes 3, 4, 5, 6, 7.<sup>73</sup>

Lorsqu'il reçoit la note, Pašić est outré de l'attitude des Alliés. Il déclare à Boppe que :

Les alliés partagent les Serbes comme s'il s'agissait de peuplades africaines. C'est l'Italie qui le veut. C'est une alliée plus utile que nous, il est naturel qu'on l'écoute. De tous, nous sommes les moins bien traités. Nous ne demandons rien, nous lutterons seuls s'il le faut jusqu'au bout. Peut-être l'Autriche nous offrira-t-elle la paix ?<sup>74</sup>

La teneur et le ton de la réaction de Pašić incitent les Alliés à continuer de faire des propositions officieuses à la Serbie. Grey, tout en évoquant la possibilité de soutenir l'union avec la Croatie après la guerre, avertit Pašić que la Bulgarie pourrait chercher à obtenir la Macédoine sur le champ de bataille en se rangeant aux côtés de la Triplice.<sup>75</sup> Delcassé fait savoir officieusement à Pašić que la France ne s'oppose nullement à l'union avec la Croatie, qu'elle soutient les revendications serbes dans le Banat, et qu'elle est même prête à aider à la construction du chemin de fer reliant la Serbie à la Grèce à travers le territoire albanais. Mais surtout, il souligne la nécessité que la Serbie fasse immédiatement les concessions demandées en Macédoine.<sup>76</sup> Finalement, toutes les tentatives alliées de venir à la rencontre de la Serbie se voient annulées par l'intransigeance de Sonnino. Il se refuse à toute conciliation aussi bien au sujet de la Croatie qu'au sujet de l'Albanie, à savoir l'attribution du port de Durazzo à la Serbie.<sup>77</sup>

Dans ces conditions, la réponse serbe du 1<sup>er</sup> septembre ne pouvait qu'être un refus déguisé. La Serbie accepte la ligne de 1912 en Macédoine

<sup>73</sup> Pichon à Fontenay, Paris, le 16 avril, AMAE, PA-AP, Fontenay, 347, vol. 103.

<sup>74</sup> Boppe à Delcassé, Paris, le 16 août 1915, AMAE, Guerre 1914-1918, Balkans, Serbie, vol. 394, p. 5.

<sup>75</sup> Grey à Pašić, Londres, le 17 août 1915, AMAE, Guerre 1914-1918, Balkans, Serbie, vol. 394, pp. 18-20.

<sup>76</sup> Delcassé à Boppe, le 18 août 1915, AMAE, Guerre 1914-1918, Balkans, Serbie, vol. 394, p. 24.

<sup>77</sup> Barrère à Delcassé, le 18 août 1915, AMAE, Guerre 1914-1918, Balkans, Serbie, vol. 394, p. 23.

en la modifiant de sorte que les villes de Veles, Prilep, Ohrid et détroits, ainsi que la plaine d'Ovče polje restent à la Serbie. Elle exige que la frontière commune avec la Grèce soit préservée. En outre elle demande l'accord allié pour l'union avec la Croatie, et l'obtention du Banat.<sup>78</sup>

Malgré la réponse négative de Pašić, la pression alliée ne diminue pas. Delcassé veut inviter Pašić à Paris pour continuer les discussions. En revanche, il exige que Pašić accepte dans l'immédiat l'occupation alliée de la Macédoine. Il tient à faire savoir au président du Conseil serbe que la France ne s'oppose pas à l'union de la Croatie avec la Serbie, voire qu'elle laisse volontairement toute liberté à la Slovénie de décider de son avenir.<sup>79</sup> Néanmoins Pašić reste immuable. L'accord conclu entre la Bulgarie et la Turquie le 3 septembre confirme sa conviction intime que la Bulgarie avait déjà choisi son camp. Ainsi, il repousse toutes les offres de Delcassé, concluant que la cession de la Macédoine n'était plus d'actualité.<sup>80</sup> En conséquence, les Alliés ne peuvent proposer le 14 septembre à la Bulgarie que de lui céder la Macédoine et cela seulement après la guerre. Or, à ce moment, la Bulgarie avait déjà fait son choix. L'accord signé le 6 septembre avec les Puissances centrales lui garantissait, outre la Macédoine, la partie orientale de la Serbie jusqu'à la rivière de Velika Morava.<sup>81</sup>

L'accord avec la Bulgarie conclu, les Puissances centrales purent commencer leur offensive contre la Serbie. En septembre 1915 l'armée allemande se déploie au Banat, tandis que l'armée austro-hongroise prit position en Bosnie. La Bulgarie mobilise ses troupes le 21 septembre afin de les déployer sur les frontières avec la Serbie propre et avec la Macédoine. L'attaque austro-allemande commence le 6 octobre, tandis que la Bulgarie entre en guerre contre la Serbie le 11 octobre. L'avancée bulgare en Macédoine empêche la retraite de l'armée serbe en direction de la Macédoine et de Salonique. Les unités bulgares s'emparent le 19 octobre de Skopje et le 22 octobre de la gorge de Kačanik. Ainsi, toute communication entre l'armée serbe et les troupes aillées à Salonique est définitivement coupée. L'avancée des troupes alliées, débarquées à partir du 3 octobre à Salonique, reste ainsi sans effet sur l'issue de la guerre en Serbie. Après quarante jours de dures batailles, l'armée et le gouvernement serbes sont obligés de se retirer au Kosovo. Le gouvernement serbe, soutenu par l'armée, décide le 25 novembre de

---

<sup>78</sup> Boppe à Delcassé, le 1<sup>er</sup> septembre 1915, AMAE, Guerre 1914-1918, Balkans, Serbie, vol. 394, pp. 1-5bis.

<sup>79</sup> Delcassé à Boppe, Paris, le 8 septembre 1915, AMAE, Guerre 1914-1918, Balkans, Serbie, vol. 370, p. 36.

<sup>80</sup> Boppe à Delcassé, Niš, le 12 septembre 1915, AMAE, Guerre 1914-1918, Balkans, Serbie, vol. 370, p. 36.

<sup>81</sup> Mitrović, « Sučeljenje sa srednjoevropskim imperijalizmom », 268.

quitter le pays pour se réfugier sur la côte albanaise, afin de rejoindre à terme les troupes alliées concentrées à Salonique. En refusant la capitulation, la Serbie choisit l'exil.

De cette façon cette première phase de la Grande Guerre dans les Balkans se termina par la revanche complète des Bulgares sur ses alliés de jadis lors de cette troisième guerre balkanique. En effet, la Grande Guerre fournit le cadre pour une nouvelle étape du conflit entre les mouvements nationaux dans les Balkans. Cette troisième phase fut marquée par une particularité importante par rapport aux précédents conflits. L'étendue du conflit gagna les Balkans dans leur totalité. De Zagreb et Rijeka jusqu'au Sofia, Bucarest et Athènes, les Balkans étaient en ébullition. Le gouvernement Pašić imposa l'intégration des provinces méridionale de l'Autriche-Hongrie dans la problématique balkanique, obligeant ainsi les Alliés de prendre en considération, au moins lors des marchandages territoriaux de l'été 1915, de son programme yougoslave.

*Institut des Etudes balkaniques  
Académie Serbe des sciences et des arts  
Belgrade*

*UDC 94:355.48](497.11+497)"1914/1915"  
323.1:327.51](497)"1914/1915"*